Procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal de la Commune de REHAINVILLER

Date de la convocation : 20/05/2025
Date de l'affichage : 03/06/2025

Nombre de conseillers en exercice : 15
Nombre de membres présents : 11-12-13
Nombre de membres votants : 13-14-15

Transmis au contrôle de légalité le : 05/06/2025

Séance du 27 MAI 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-sept mai à 20 h, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni salle de réunion du conseil municipal sous la présidence de M. BOULEFRAXH Malik, Maire.

Etaient présents : Malik BOULEFRAXH, Martine CHOPLIN, Daniel KLEINMANN, Grégory GERARDOT, Marie-France LINARD, Delphine LEMMEL, David FERRY, Christine THOMAS, François JEANDEL, Elise DOPP, François LEGRAND, Frédéric LIBRY et Anne SZYMCZUK

Etai(ent) absent(s) : /

Etai(ent) absent(s) excusé(s) : Michel OUDIN et Sylvie ZINS

Procuration(s) : M. Michel OUDIN a donné procuration à Anne SZYMCZUK

Mme Sylvie ZINS a donné procuration à Malik BOULEFRAXH

M. François LEFRAND est arrivé au cours du vote de la délibération n°7-Décision modificative

M. Grégory GERARDOT est arrivé au cours du vote de la délibération n°8- Convention Point Eau Incendie

Le quorum étant atteint, le conseil municipal de Rehainviller peut délibérer.

M. le Maire informe l'Assemblée que la séance est enregistrée suivant l'autorisation légale prévue à l'article L. 2121-18-3 du CGCT : « Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L. 2121-16 du CGCT, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle. »

Ordre du Jour :

N°1 : Nomination du secrétaire de séance

N°2 : Adoption du procès-verbal de séance du 10 avril 2025

N°3 : Personnel communal : création d'un poste de vacataire

N°4 : Personnel communal : création d'un poste C.A.P. Accompagnant Educatif Petite Enfance

N°5 : Personnel communal : création d'un poste d'adjoint des services techniques principal de 1ère classe

N°6 : Personnel communal : Ouverture d'un Compte Epargne Temps

N°7 : Finances : Décisions modificatives EAU et COMMUNE

N°8 : Urbanisme : convention Point Eau Incendie Rue du Laxatte

N°9 : Salle du Foyer Socioculturel : Dénomination de la salle à la demande de l'Opposition

N°1 : Nomination du secrétaire de séance

Le Conseil Municipal nomme, à l'unanimité des membres présents et représentés, comme secrétaire de séance, Mme LEMMEL Delphine, Conseillère Municipale.

N°2 : Adoption du procès-verbal

M. le Maire demande aux Conseillers Municipaux s'ils ont des observations sur le dernier procès-verbal du 10 avril 2025 transmis.

Le Conseil Municipal adopte, à l'unanimité des membres présents et représentés, le procès-verbal de la séance du 10 avril 2025.

N°3 : Fonction publique : Autres catégories de personnels (4.4)

Objet : Création d'un poste de vacataire pour la gestion du matériel roulant

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires ;

M. le Maire rappelle à l'Assemblée que pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

.../...

.../...

- le recrutement doit concerner l'exécution d'un acte déterminé,
- il doit s'agir d'un recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public,
- la rémunération doit être attachée à l'acte

Il propose donc à l'assemblée de recruter un vacataire pour effectuer une mission d'accompagnement à la gestion et à l'entretien du matériel roulant pour une durée de 24 mois. Il précise que la vacation serait rémunérée sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de **14 €**.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** de recruter un vacataire pour une durée de 2 ans pour une mission d'accompagnement à la gestion du matériel roulant et à son entretien.
- **FIXE** la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de **14 €**.
- **DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les documents et actes afférents à cette décision.

N°4 : Fonction publique : Autres catégories de personnels (4.4)

Objet : Contrat d'apprentissage CAP Accompagnant Educatif Petite Enfance 2025-2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail et notamment les articles L.6211-1 et suivants,

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment les articles 62, 63 et 91;

Vu le décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le décret n° 2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage et au service chargé de la médiation en matière d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

M. le Maire expose que la commune de Rehainviller, depuis plus de 15 ans, s'engage dans la formation des jeunes adultes par le biais du contrat d'apprentissage Accompagnant Educatif Petite Enfance.

Les personnes recrutées effectuent leur apprentissage au sein de l'école maternelle et au service périscolaire.

Le contrat du précédent apprenti arrivant à échéance le 04 juillet 2025, M. le Maire indique que plusieurs candidatures sont parvenues en mairie, il propose de conclure un nouveau contrat d'apprentissage au 28 août 2025.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil municipal,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer un contrat d'apprentissage du secteur public pour la préparation en alternance du C.A.P. Accompagnement Educatif Petite Enfance à compter du 28 août 2025.

.../...

Procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal de la Commune de REHAINVILLER

.../... (Suite n°4)

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention avec le C.F.A. Marie Immaculée de Nancy ainsi que tout document relatif à ce contrat d'apprentissage
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer le devis de 6 000€ correspondant à la formation avec le C.F.A. Marie Immaculée de Nancy et le **CHARGE** de transmettre au C.N.F.P.T. les documents permettant le financement du coût de la formation.

N°5 : Fonction publique : Personnel titulaire (4.1.1)

Objet : Avancement de Grade , création d'un poste d'Adjoint des Services Techniques Principal de 1^{ère} classe

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal, de modifier le tableau des effectifs, afin de permettre la nomination d'un agent inscrit au tableau d'avancement de grade.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'un agent, Adjoint des Services Techniques Principal de 2^{ème} classe à 27.75 h hebdomadaires peut bénéficier d'un avancement de grade d'Adjoint des Services Techniques Principal de 1^{ère} classe. Il propose donc de modifier le tableau des effectifs et de créer ce nouveau poste.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de Meurthe-et-Moselle du 24 mars 2025,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal,

- **AUTORISE** au titre de l'avancement de grade, la création d'un poste d'Adjoint des Services Techniques Principal de 1^{ère} classe à 27,75 heures hebdomadaires, à compter du 1^{er} juin 2025.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer, toutes les pièces, de nature administrative, technique ou financière, nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- **PRECISE** que le poste d'Adjoint des Services Techniques Principal de 2^{ème} classe précédemment détenu sera supprimé au 31 mai 2025.

N°6 : Fonction publique : Personnel titulaire (4.1.1)

Objet : Création d'un Compte Epargne Temps

M. le Maire expose à l'Assemblée :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique,

Vu le décret n° 2020-723 du 12 juin 2020 portant dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale pour faire face aux conséquences de l'état d'urgence sanitaire,

Vu l'arrêté du 28 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,

.../...

.../...

L'instauration du compte épargne-temps est obligatoire dans les collectivités territoriales et dans leurs établissements publics mais l'organe délibérant doit déterminer, après avis du comité social territorial, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps, ainsi que les modalités d'utilisation des droits.

Le compte épargne temps est ouvert aux agents titulaires et contractuels de droit public.

Les stagiaires et les contractuels de droit privé ne peuvent bénéficier du Compte Epargne Temps (C.E.T.)

L'initiative en revient à l'agent qui formule sa demande à l'autorité territoriale.

Ce compte permet à leurs titulaires d'accumuler des droits à congés rémunérés en jours ouvrés.

Considérant que la réglementation fixe un cadre général mais qu'il appartient à l'assemblée de fixer les modalités d'application locale,

Considérant l'avis du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de Meurthe-et-Moselle du 24 mars 2025.

M. le Maire propose à l'Assemblée de fixer comme suit les modalités d'application du Compte Epargne Temps prévu au bénéfice des agents titulaires et contractuels de droit public à compter du 01 juin 2025.

- Procédure d'ouverture et d'alimentation du C.E.T.(Compte Epargne Temps) :

L'ouverture du C.E.T. peut se faire à tout moment, à la demande de l'agent.

L'alimentation du C.E.T. doit être effectuée par demande écrite de l'agent avant la fin de chaque année civile.

Cette demande ne sera effectuée qu'une fois par an. Elle doit indiquer la nature et le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son compte.

Chaque année le service gestionnaire communiquera à l'agent la situation de son C.E.T. (jours épargnés et consommés), dans les 30 jours suivant la date limite prévue pour l'alimentation du compte.

- L'alimentation du C.E.T. :

Ces jours correspondent à un report de congés annuels, sans que le nombre de jours pris au titre de l'année puisse être inférieur à 20 jours.

Le C.E.T. peut être alimenté dans la limite d'un plafond global de 60 jours.

- Utilisation du C.E.T. : L'agent peut utiliser tout ou partie de son C.E.T. dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités de service. Les nécessités de service ne pourront être opposées à l'utilisation des jours épargnés lorsque le compte arrive à échéance, à la cessation définitive de fonctions ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé de maternité, d'adoption, de paternité, congés de proche aidant, ou d'accompagnement d'une personne en fin de vie.

- Dispositifs de sortie des droits épargnés sur le CET :

Quel que soit le nombre de jours épargnés, les jours sont automatiquement maintenus sur le compte épargne-temps en vue d'une utilisation ultérieure sous forme de congés sans que l'agent n'ait à le demander expressément.

- C.E.T. en cas de départ :

L'agent conserve les droits qu'il a acquis au titre du compte épargne-temps dans les cas prévus à l'article 3 du décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique.

- Convention financière en cas d'arrivée ou de départ d'un agent en possession d'un CET :

L'autorité territoriale est autorisée à fixer, par convention signée entre les deux employeurs, les modalités financières de transfert des droits accumulés par un agent.

.../...

.../... (N°6 suite)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DECIDE** d'adopter les modalités du Compte Epargne Temps ainsi proposées.
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer les conventions fixant les modalités financières de transfert des droits à congés accumulés sur un C.E.T. par un agent lors d'un départ ou d'une arrivée dans la collectivité.

**N°7 : Finances Locales : Décisions Budgétaires (7.1)
Objet : Décision modificative n°1 Budget du Service Eau**

M. le Maire informe l'Assemblée qu'une modification du budget du Service Eau doit être envisagée concernant le remboursement des deux emprunts se terminant cette année.

En effet le montant voté au budget primitif de 2025 en remboursement du capital est inférieur de 13 centimes aux tableaux d'amortissements.

Il précise qu'à compter de l'exercice 2026, le budget du Service de l'Eau ne possédera plus aucun emprunt.

M. LEGRAND François est arrivé en cours de séance au moment du vote de cette délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DECIDE** de procéder à la modification budgétaire suivante sur le Budget du Service Eau

Section d'investissement

Dépenses

- Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilés
Article 1641 : Emprunts en euros + **0.13 €**

- Chapitre 21 : Immobilisations corporelles
Article 2156 : Matériel spécifique d'exploitation - **0.13 €**

**N°8 : Domaine et patrimoine : Actes de Gestion du Domaine Public (3.5.2)
Objet : Convention Point Eau Incendie rue du Laxatte**

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal qu'afin d'assurer la défense incendie rue du Laxatte, une convention avait été signée le 05 septembre 2018 avec M. JACQUEMIN Hugues, domicilié 25 rue du Laxatte à Rehainviller. Ce dernier était propriétaire de l'étang situé à côté de son habitation, parcelles cadastrées ZA n°111, n°113 lieu-dit Sur Barbelin et n°119 lieu-dit Le Haut du Ménil sur la commune de Rehainviller.

Considérant que M. Hugues JACQUEMIN avait donné son accord quant à l'utilisation de son étang comme moyen de lutte contre les incendies,

Considérant que les nouveaux acquéreurs de la propriété et de l'étang, M. BASTIEN David et Mme SOUDANT Adeline, donnent leur accord quant à l'utilisation de cet étang comme moyen de lutte contre les incendies,

M. GERARDOT Grégory est arrivé en cours de séance au moment du vote de cette délibération.

.../...

.../...

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** M. le Maire à signer la convention de mise à disposition de l'étang situé sur les parcelles cadastrées ZA n°111, n°113 Sur Barbelin et n° 119 Le Haut du Ménil appartenant à M. BASTIEN David et Mme SOUDANT Adeline.
- **PRECISE** que cette mise à disposition est faite à titre gratuit.

**N°9 : Autre Domaines de compétences : Culture (8.9) :
Objet : Dénomination de la Salle du Foyer Socio Culturel**

M. le Maire rappelle aux conseillers que M. OUDIN Michel avait proposé lors du conseil municipal du 05 septembre 2024 de nommer la salle du Foyer Socio Culturel, « Salle Gérard COINSMANN » afin de lui rendre hommage.

M. le Maire rappelle que M. COINSMANN Gérard a été maire de Rehainviller de 2014 à 2023, Adjoint au Maire de 2001 à 2014 et conseiller municipal de 1995 à 2001,

Lors du conseil municipal du 21 novembre 2024, M. le Maire avait porté à l'ordre du jour la dénomination de la salle du Foyer Socio-Culturel, cette décision avait été ajournée, les conseillers ne parvenant pas à se mettre d'accord.

A la demande de l'opposition lors des conseils municipaux précédents, M. le Maire a réinscrit ce point à l'ordre du jour.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de délibérer sur la dénomination des rues, places publiques et des bâtiments publics,

M. le Maire propose de passer au vote.

(Après en avoir délibéré, le débat a eu lieu après le vote...)

A l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal :

- **REFUSE A 10 VOIX CONTRE, 3 VOIX POUR (SZYMCZUK- et sa procuration) THOMAS, 2 ABSTENTIONS (JEANDEL-LIBRY) de nommer la salle du Foyer Socioculturel en salle Gérard COINSMANN.**

Mme THOMAS Christine et Mme SZYMCZUK Anne interpellent M. le Maire sur les motivations de refus de dénomination de la salle du Foyer Socioculturel en salle Gérard Coinsmann puisqu'aucun débat n'a été fait préalablement au vote. M. le Maire refuse d'indiquer ses motivations, il indique que le vote vient d'être effectué et qu'il ne souhaite pas évoquer ce qui a été dit auparavant.

Mme SZYMCZUK Anne souhaite associer les habitants puisqu'il n'y a pas d'unanimité sur ce sujet. M. le Maire répond qu'il y a eu un vote du Conseil Municipal et qu'il aurait fallu demander le vote de la population avant le vote du conseil municipal. M. le Maire demande s'il y a d'autres observations. Mme THOMAS Christine demande si ce qui s'est passé en **novembre** dernier était du "cinéma". M. le Maire répond que « c'était du passé ». Mme SZYMCZUK indique que M. le Maire a changé trois fois d'avis sur le sujet, ce dernier rétorque qu'il n'en changera plus. **Mme THOMAS fait remarquer que la salle du Foyer Socio Culturel ne porte donc pas de dénomination.**

N°10 : Délégation du Conseil Municipal en vertu des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Devis signés par M. le Maire.

Luminaires	ECLATEC	1 400,04 €
Electricité Maison 9 rue d'Adoménil	NOEL	3 374,14 €

N°11 : Questions et informations diverses

- Aire de Grand Passage : La manifestation contre l'implantation d'une Aire de Grand Passage à Rechainviller, le 26 avril 2025, a réuni une cinquantaine de participants. M. le Maire de Rechainviller et ses Adjointes, Mme le Maire de Lunéville et ses Adjointes ainsi que le Président de la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat, M. MINUTIELLO, ont été reçus par Mme la Secrétaire Générale de la Sous-Préfecture.

M. le Maire indique que, sur proposition de M. MINUTIELLO, il a été proposé

- de réouvrir le dossier,
- que la Région gère le dossier
- et que cette Aire se fasse aux alentours de Nancy.

- Fêtes locales :

- Samedi 21 juin 2025 : La traditionnelle Fête de la Musique organisée par la Municipalité aura lieu au stade de football Pierre Guise. L'A.S.R.H Football assurera la restauration. M. le Maire remercie l'Association.
- Samedi 12 juillet 2025 : La Fête nationale sera organisée par l'A.S.R.H Football. Comme les années précédentes, l'apéritif et le feu d'artifice seront offerts par la Municipalité.
- Le vendredi 15 Août 2025 vers 18h-18h30: Le spectacle Scènes en selle « Juste au Cailloux » émerveillera Petits et Grands. A la suite du spectacle, un bal champêtre sera organisé et une petite restauration (type foodtrucks) sera installée.

- Remaniement cadastral : Mme THOMAS Christine demande ce qu'il en est du remaniement cadastral, si celui-ci est fini ? M. le Maire indique que celui-ci doit se terminer au mois de mai 2025.

Note du Conseil Municipal : Mme THOMAS Christine souhaiterait que les notes explicatives du conseil municipal soient envoyées plus tôt.

M. le Maire répond que suite à l'absence de l'adjoint administratif depuis presque trois mois, Mme la Secrétaire Générale assure deux postes. Des priorités sont donc effectuées.

- Aire de Jeux City Stade :

M. FERRY David interpelle M. GERARDOT Grégory concernant les travaux réalisés conjointement par lui-même et par les agents des Services Techniques concernant le caniveau en haut des escaliers à l'Aire de jeux. M. GERARDOT indique que les agents ont dû modifier certains aménagements afin que l'écoulement de l'eau puisse se faire plus facilement.

M. JEANDEL François demande si des instructions seront mises en place sur les jeux. M. GERARDOT Grégory répond par l'affirmative car certains enfants utilisent la tyrolienne comme balançoire.

Mme CHOPLIN précise par ailleurs que les aménagements ne sont pas finis, des bancs, des arbres, des poubelles doivent être installés.

M. LEGRAND François remercie M. FERRY David concernant son engagement et les heures passées à travailler à l'Aire de Jeux, Mme CHOPLIN Martine et Mme PERRIN Josiane pour l'embellissement du village.

M. le Maire indique d'ailleurs que le village est propre et s'embellit avec le fleurissement. Mme CHOPLIN Martine explique que les plantations sont finies et en collaboration avec les Agents des Services Techniques, le fauchage tardif va être mis en place. Elle explique également qu'une réflexion serait à mener sur la végétalisation du cimetière (par le biais d'une enquête publique). Enfin elle indique qu'en octobre, un dossier de demande de subvention sera élaboré concernant l'implantation de prairies sauvages, des arbres, du mobilier urbain afin d'embellir le village.

M. le Maire indique que le département de Meurthe et Moselle vient d'être placé en Vigilance Sécheresse.

La séance est close à 21h.

Fait et délibéré en séance, les jours mois et ans susdits. L'ordre du jour étant épuisé, après lecture faite, les membres présents ont signé le feuillet

N°1 : Nomination du secrétaire de séance

N°2 : Adoption du procès-verbal

N°3 : Fonction publique : Autres catégories de personnels (4.4) : Création d'un poste de vacataire pour la gestion du matériel roulant

N°4 : Fonction publique : Autres catégories de personnels (4.4) : Contrat d'apprentissage CAP Accompagnant Educatif

Petite Enfance 2025-2026

N°5 : Fonction publique : Personnel titulaire (4.1.1) : Création d'un emploi d'adjoint des Services Techniques Principal de 1^{ère} classe

N°6 : Fonction publique : Personnel titulaire (4.1.1) : Création d'un Compte Epargne Temps

N°7 : Finances Locales : Décisions Budgétaires (7.1) : Décision modificative n°1 Budget du Service Eau

N°8 : Domaine et patrimoine : Actes de Gestion du Domaine Public (3.5.2) : Convention Point Eau Incendie rue du Laxatte

N°9 : Autre Domaines de compétences : Culture (8.9) : Dénomination de la Salle du Foyer Socio Culturel

N°10: Délégation du Conseil Municipal en vertu des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°11 : Questions et informations diverses

Malik BOULEFRAXH, Maire	Delphine LEMMEL, Secrétaire
-------------------------	-----------------------------